

## Pénurie et flambée des matériaux: un chantier sur cinq risque de s'arrêter d'ici trois mois

Pour ne pas pénaliser encore plus le secteur du BTP, la Fédération Française du Bâtiment demande que les pénalités de retard soient suspendues, pendant plusieurs mois, dans le secteur privé.

Par Laetitia Lienhard

Publié il y a 4 heures,

Mis à jour il y a 3 heures



D'après la Fédération Française du Bâtiment, 50.000 salariés sédentaires auraient été embauchés et le nombre d'apprentis aurait augmenté de 10%, sur l'année. *Crédit : STR/AFP*

Bois, plastique, ferraille, carrelages ou encore fenêtres en plastique... Presque toutes les matières premières manquent, à quelques exceptions près. En cause : une forte demande de la Chine et des États-Unis qui raflent tous ces produits sur les marchés internationaux. Des pénuries qui risquent fortement de ralentir le secteur de la construction dans l'Hexagone. « À cause de cette pénurie et de la flambée des prix qui en découle, 20% des chantiers risquent de s'arrêter dans les trois mois », prévient Olivier Salleron, président de la Fédération Française du Bâtiment, ce mercredi dans la matinale de BFM Business.

Pour ne pas pénaliser encore plus le secteur du BTP, l'État a pris, mi-juin, une circulaire pour ne pas appliquer de pénalités de retard aux entreprises du bâtiment qui seraient en retard de livraison en raison de l'actuelle pénurie de matériaux de construction sur les marchés publics.

La Fédération Française du Bâtiment (FFB) demande que les pénalités de retard soient également suspendues, pendant plusieurs mois, dans le secteur privé. *« Nous ne sommes pas responsables de cette pénurie »*, met en avant le président de la Fédération Française du Bâtiment.

**À VOIR AUSSI** – Bois, plastique, ferraille... l'inédite pénurie de matières premières dans la construction

## **50.000 salariés sédentaires embauchés**

Pour les chantiers qui n'auront d'autre choix que de s'arrêter, la question du chômage partiel pour les équipes de construction se pose. *« Si les chantiers doivent être arrêtés, il faut que l'État prenne en charge le chômage partiel à 100% sinon nous devons licencier »*, revendique Olivier Salleron. D'après la Fédération Française du Bâtiment, 50.000 salariés sédentaires ont été embauchés sur l'année et le nombre d'apprentis a augmenté de 10%. *« Nous avons comme objectif la création de 150.000 emplois d'ici 2023. Ce sera possible mais pour cela, il faut que l'État nous aide pendant quelques mois. »*

La FFB demande également la mise en place de deux crédits d'impôts afin d'amortir les éventuelles pertes subies en 2021 et de contrebalancer la hausse des prix des matériaux. *« Cela aiderait la trésorerie de nos entreprises et leur permettrait de survivre. »*

Une rencontre a eu lieu, ce mardi, entre Olivier Salleron et Élisabeth Borne, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion. L'objectif mis en avant par la Ministre serait plutôt de débrancher les aides au fur et à mesure. *« Mais nous avons besoin de seulement quelques mois d'aides supplémentaires. Le bâtiment a tenu l'économie. Si on enlève un pilier, l'économie tombe »*, revendique Olivier Salleron, président de la Fédération Française du Bâtiment.